



L'APRÈS

COMMUNIQUÉ

11 octobre 2025

LECORNU 2, C'EST NON.

La nomination, pour la quatrième fois depuis l'été 2024, d'une personnalité macroniste à Matignon est une **indignité**.

Cette nomination est la conséquence directe des termes de la Constitution (art. 8) qui confère au Président de la République le pouvoir de choisir un Premier Ministre selon son bon plaisir.

Dès lors, **l'APRÈS appelle les Français-e-s à se mobiliser pour changer la Constitution**. Ce dont a besoin la France, c'est moins de présidentialisme et plus de souveraineté des citoyen-ne-s.

Nous avons activement préparé et soutenu la nomination, à Matignon, d'une personnalité du Nouveau Front Populaire ayant comme mandat de gouverner, sans recourir au 49.3, avec l'appui des 195 député-e-s du NFP et en élargissant encore pour des conquêtes sociales et fiscales. C'était notre devoir et nous gardons cet objectif d'un Gouvernement de gauche et écologiste.

Augmenter le SMIC à 1600€ net (2000€bruts), prendre 10 décrets pour reconstruire le code du travail, abroger la loi retraites et la loi Duplomb, adopter définitivement la loi Autain-Sas pour la taxation des très hauts patrimoines (Zucman), lancer une convention citoyenne pour la démocratie.. C'est notre feuille de route, elle reste inchangée.

Pour l'heure nous disons clairement : **Lecornu 2, c'est non. Les parlementaires de l'APRES voteront la censure**, en lien étroit avec les groupes du NFP.

Nous prenons au sérieux la perspective d'une dissolution de l'Assemblée nationale ou de la démission du Président.

Nous sommes prêt-e-s à mener tous les combats électoraux, tout particulièrement contre l'extrême-droite, notre ennemie mortelle. C'est pourquoi nous avons co-fondé « Front Populaire 2027 » qui est un premier regroupement unitaire en vue de la désignation d'une **candidature unique à l'élection présidentielle**. Nous agissons, en vue d'une élection législative, pour un accord global du NFP sans exclusive.